



Contribution de Michel JOUVET

michel.jouvet.01@orange.fr

Covid-19 Glanage 1 : Approfondir et poursuivre la réflexion

L'équipe du Conseil de développement recense diverses tribunes publiées dans la presse. Leur lecture est à la fois l'occasion de surprises et d'approfondissements de la réflexion

À la suite d'une 1ère contribution, « Bavardages sur le Covid-19 et après », j'ai essayé, en voyageant dans ces lectures, d'approfondir mes connaissances et ma réflexion. Au-delà des propos convenus, ce moment historique nous appelle à stimuler notre intelligence pour mieux comprendre la crise et essayer de nous projeter sur l'après Covid-19.

Je livre ici ma réflexion où j'ai essayé de capitaliser ce que je retiens d'essentiel, de manière... incomplète, subjective. Elle est regroupée en 16 rubriques. L'exercice est difficile et j'ai le droit à l'erreur. C'est à chacun de réagir en la complétant : je vous incite au débat et à l'échange.

D'abord cette période invite à la méditation et au recul

L'épidémie met en lumière de nouvelles valeurs. C'est un moment positif pour nous interroger sur nos urgences et priorités. Le Covid-19 est une occasion de remettre en cause la fuite en avant du monde actuel. Pourrons-nous vraiment revoir la mondialisation, le rôle de l'État, contrôler la puissance des GAFA ?

Nous redécouvrons le sens du tragique, l'importance des pensées positives là où l'action est possible. Malgré les progrès de la médecine, la mort reste une évidence oubliée : c'est notre destin, quoique nous fassions.

La relecture de la Peste d'Albert Camus est toujours utile dans ces circonstances : « La peste peut venir et repartir sans que le cœur des hommes en soit changé ».

Comparer ce qui est comparable

La Corée du Sud, Taiwan, Singapour sont citées en exemple (tests, masques...) : surestimation ? Par exemple, la Corée n'a pas la capacité de tester en quelques semaines, ni en quelques mois 51 millions de personnes. Dans ces pays, la réussite repose aussi sur une culture du masque » préexistante, y compris pour se protéger des pollutions de l'air. Le tracking individuel, avec la localisation des téléphones portables, est-il acceptable en France ?

Il faut prendre avec précaution les chiffres et courbes qui fleurissent. Chaque Pays a sa manière de compter et la fiabilité statistique de certains peut être interrogée. La communication de l'État chinois aurait largement sous-évalué le nombre de morts ; 60 000 morts pour Solidarité Chine : une des causes en Europe d'une mauvaise appréciation initiale de la dangerosité du virus ?

Une frénésie comptable qui renforce un climat anxiogène morbide

Chaque soir, le Directeur général de la santé présente le nombre de tests, de masques, de personnes en réanimation et mortes. Nous avons besoin de transparence mais, à la place de ce long monologue, une communication papier, accessible par internet à tous, puis inévitablement commentée par les médias, ne serait-elle pas suffisante ?

Ce décompte masque la valeur de la vie. Avec lui, nous passons d'un art de vivre ensemble à celui de survivre ensemble. Il faut réinventer, comme antidote, l'humanité des vies à travers des récits, des témoignages, retrouver pour ceux qui ont un proche décédé l'humanité de la mort effacée par l'absence de tout cérémonial.

On veut tout savoir avant de... savoir

Les médias interrogent avec insistance les scientifiques et les pouvoirs publics : à quand le déconfinement, un vaccin crédible, des antiviraux efficaces, le pic épidémique ? Ceci révèle une anxiété profonde de l'avenir. Édouard Philippe (et d'autres) a raison de dire avec simplicité l'impossibilité d'y répondre : il est surréaliste de lui demander de décider de ce que l'on ne connaît pas encore. Difficile pour l'opinion d'admettre avec raison qu'on n'a pas réponse à tout ; plus facile d'affirmer qu'on ne nous dit pas tout et qu'on nous ment. Cette sollicitation du politique souvent vilipendée pour son imprévoyance a un caractère dérisoire.

La période est aussi celle des surprises de tous ordres

Qui aurait pu prévoir que le rassemblement de plusieurs milliers d'évangélistes à Mulhouse en février serait une bombe à retardement faisant exploser l'épidémie et sa dissémination en France ? C'est un peu oublié.

Les masques qui arrivent à Orly sont protégés par des forces de l'ordre suréquipées pour sécuriser la réception et la distribution des produits achetés à la Chine.

À Pékin, des intermédiaires américains détournent des masques achetés par la France. En France, les petits larcins, les trafics se développent (vol de masques dans les EHPADs, les hôpitaux). La culture du marché noir est toujours là.

La présidente de la commission européenne, Ursula Von der Leyen, présente ses excuses aux Italiens : on n'a pas été à la hauteur avec vous et nous devons le faire.

La question européenne

C'est un moment de vérité pour l'Europe qui est un coupable idéal. Qui l'emportera : les populistes de toutes obédiences qui instrumentalisent l'épidémie ou la volonté de développer une coopération accrue ?

Au départ de l'épidémie, les États se replient en désordre sur eux-mêmes ; l'Europe manifeste envers l'Italie une certaine inhumanité : la santé n'est pas une compétence européenne ; le principe de la solidarité européenne l'est.

Mais l'Europe se met progressivement en route avec des mesures conventionnelles (assouplissement des critères de Maastricht, aide aux pays les plus touchés et au temps partiel, intervention de la BCE...). Au-delà, une sortie par le haut (mutualisation des dettes, emprunt européen...) prônée par la France est nécessaire face aux chocs économiques, sociaux et écologiques à venir : il faudra franchir les lignes jaunes et à 27 ce sera un processus progressif difficile ; pourtant c'est la bonne échelle.

Quand le libéralisme redécouvre la nécessité de l'État

Faut-il sacrifier des vies humaines ou l'économie de demain ? Laisser la contamination faire ou au contraire la contrecarrer ?

Les libéraux redécouvrent qu'il n'y a pas de confiance dans l'avenir sans confiance dans la santé publique. Ils redécouvrent le rôle premier de l'État. La santé publique est un bien indispensable aux entreprises, aux banques... elles devraient participer, à ce titre, davantage à son financement.

La valeur humaine l'emporte sur les valeurs économiques : pour une fois on préfère la vie à l'économie. Pour autant, la vie sociale a besoin de biens et de services. On le voit bien aujourd'hui avec la nécessité d'une production alimentaire et sa distribution, la production de médicaments, de masques... Nous redécouvrons l'utilité sociale de métiers essentiels mal rémunérés : aides-soignants et à domicile, salariés de l'agroalimentaire...

Les dégâts économiques à venir seront plus importants que ceux sanitaires mais nul aujourd'hui ne peut les mesurer. Aux États-Unis, le libéralisme peut-il devenir moribond avec les impacts économiques de la crise actuelle ?

La Chine renforcée ?

Le pouvoir d'un régime autoritaire ressort renforcé avec un contrôle social démesuré. Des têtes subalternes sont tombées sans autre forme de procès. La capacité à critiquer est muselée y compris sur les réseaux sociaux.

La Chine a cherché à conforter sa posture internationale avec des aides à l'Italie, à la Grèce, alors que les États-Unis se repliaient sur eux-mêmes et que l'Union européenne était, au début de la pandémie, inaudible.

Mais que deviendra l'énorme dette chinoise ? Qu'en sera-t-il de son économie fragilisée par une croissance ralentie avec un besoin de repositionnement sur son marché intérieur ? Quelles conséquences, pour son économie, de nos velléités de reconquérir notre souveraineté économique dans des secteurs clés pour nos États ? À surveiller de près.

Et la démocratie, la citoyenneté : en recul ou active ?

Avec la crise sanitaire, les interrogations sont nombreuses : relégitimation ou non du pouvoir politique, réveil des sociétés civiles et des petits acteurs économiques associatifs, citoyens... ?

L'Assemblée nationale a auditionné le Premier Ministre puis ce sera le tour des ministres concernés. Des individus, des collectifs déposent des plaintes envers les ministres. Elles relèvent de la Haute Cour de justice qui les examinera le temps voulu. Peut-être inédits dans l'Union européenne mais à vérifier.

60 parlementaires préparent le jour d'après et soumettent au débat public 40 propositions. Ils veulent multiplier les espaces de dialogue citoyen et font appel à contribution. Une plate-forme collaborative « Le jour d'après » <https://lejourdapres.parlement-ouvert.fr/> est lancée pour élaborer un plan post-crise autour de 11 grands thèmes.

La situation est très variable selon les pays. Le cas de l'État français centralisé est assez unique. Est-ce un atout ? En Espagne, la compétence santé relève essentiellement des régions mais c'est la cacophonie. Malgré une situation pire qu'en France, aucun transfert de malades gravement atteints ne serait à ce jour organisé entre régions.

Le terrible besoin de coupables

C'est confortable de trouver les coupables selon ses schémas idéologiques et sa sensibilité. Si vous êtes souverainiste, c'est l'Europe ou la mondialisation ; populistes, les élites ; anti-macronistes, le président ; anticapitaliste, le libéralisme débridé ; sceptique, c'est qu'on ne nous dit pas tout et complotiste, qu'on nous a menti...

Les dictatures prospèrent toujours sur le déni, la peur et le chaos. Nous n'avons pas besoin de bouc émissaire mais d'un État qui assume ses responsabilités sans faire omission de ses erreurs ni de ses lacunes.

Le port généralisé ou non des masques : un débat qui enfle en France et bien au-delà

Le débat sur un port généralisé du masque devient prégnant alors que le monde scientifique aurait sous-estimé la dangerosité du Covid-19 au début de la crise.

Dans son rapport du 28 février 2020, l'OMS ne préconise pas un port généralisé du masque et le confirme le 1er mars sauf pour des personnes contaminées et des soignants tout en reconnaissant que le débat doit se poursuivre. Le comité scientifique constitué auprès du gouvernement ne le préconise pas non plus jusqu'à présent.

La communauté scientifique et médicale est divisée sur l'intérêt de ce port généralisé. Pour les pro-masques, c'est mieux que rien. Pour d'autres, ce n'est pas une bonne idée car les modes de transmission du virus font débat. Certains craignent un relâchement des gestes barrières avec un sentiment de protection du masque. Quid des personnes retirant avec leurs doigts un masque porteur de virus puis touchant leurs visages ?

Mais l'Académie de médecine, présidée par Jean-François Mattei, indique le 3 avril que le port généralisé du masque peut être encouragé car c'est une addition aux mesures barrière. Il serait nécessaire de le rendre obligatoire lors du confinement. Elle souligne que la médecine c'est de l'apprentissage et de l'adaptation en permanence.

Cette recommandation de l'Académie provoque un rétro pédalage du directeur général de la santé qui, quelques heures après, juge intéressante cette position. Il indique que l'accès au masque grand public peut être encouragé notamment avec des masques dits alternatifs comme le suggère l'Académie. On attend maintenant la position du gouvernement. Quoiqu'il en soit, ce sera difficile à expliquer à l'opinion publique.

À noter que la communauté médicale est aussi divisée pour l'utilisation de traitements antiviraux (chloroquine, ...).

La mémoire est courte : la grippe de Hong Kong en 1968, la première pandémie de l'ère moderne

À lire un article de Libé en 2005 sur la grippe Hong Kong https://www.liberation.fr/france/2005/12/07/1968-la-planete-grippee_540957. Ci-dessous quelques extraits :

« Partie de Hongkong à l'été 1968, la grippe fait en un an le tour du monde tuant un million de personnes » dont en 2 mois, 31 226 en France, 2 fois plus que la canicule de 2003. C'est la 3ème pandémie du XXe siècle après les grippe espagnole (20 à 40 millions de morts en 1918-1920) puis asiatique (2 millions de morts en 1957).

Autres temps, autres mœurs : en France, nul n'accuse les experts ni le ministre de la Santé, Robert Boulin, d'avoir négligé ce virus. Dans les années 60, on a confiance dans le progrès en général : la grippe sera vaincue. En 2005, la peur d'une nouvelle pandémie virale H5N1 fera redécouvrir l'ampleur de cette grippe oubliée de 1968 dont les morts n'intéressent personne avec seulement quelques articles sporadiques dans les médias. Néanmoins, la grippe de 1968 a dopé la production de vaccins (en France 200 000/an en 1968 à 6 millions en 1972).

Cette pandémie n'a pas échappé à l'OMS mais, 1ère pandémie de l'ère des transports rapides, le virus voyage trop vite. Elle nous dit que la prochaine pourra ceinturer la planète en quelques mois. »

La mémoire est courte : le désarmement sanitaire des dernières décennies nous a affaibli

Avec le H1N1 en 2006, le Parlement adopte une « loi relative à la préparation du système de santé à des menaces sanitaires de grande ampleur » avec la création d'un corps de réserve sanitaire (aujourd'hui en place et actif) et d'un établissement public de préparation et de réponse aux urgences sanitaires dit EPRUS, chargé d'acquérir, de fabriquer, de stocker, des produits et services nécessaires à la protection de la population.

Après la crise aviaire de 2008-2009, on a estimé que les fonds publics (450 millions) avaient été gaspillés au profit de l'industrie pharmaceutique et on est passé de la pléthore en 2007 à la pénurie en 2020. Le budget de l'EPRUS passera de 280 millions en 2007 à 25,8 millions en 2015. Puis l'EPRUS a été supprimé en 2016 en regroupant dans un même organisme, « Santé publique France », différents Instituts.

En 2018, le rapport de « Santé publique France » traite de la salmonellose, des maladies nosocomiales, du tabagisme, des rougeoles, du VIH... mais ne parle pas des menaces virales considérant que les vaccins grippaux ne se stockent pas, compte tenu de la variabilité du virus et que le stock stratégique d'anti viraux suffit.

Une résilience remarquable des hôpitaux publics et privés en France

Il y a une réactivité et une résilience remarquable des hôpitaux publics/privés en France, des soignants mais aussi de son organisation logistique : multiplication de 2 à 2,5 en quelques semaines du nombre de lits de réanimation, transferts de malades entre régions moins impactées.

Dans les hôpitaux, le personnel médical reprend le pouvoir face à l'administration. Après les tensions sociales des derniers mois, il retrouve le sens et la fierté de son métier malgré les conditions de travail difficiles et parfois « la peur au ventre ».

Au-delà des hôpitaux, il faut réinventer une politique du « care » qui associe tous les acteurs concernés : des éboueurs, aux facteurs, aux routiers, aux caissières ... jusqu'au professions médicales.

Mais le système hospitalier pourra-t-il avoir un système permanent suréquipé puissance X pour répondre aux crises sanitaires ou catastrophes à venir en tous genres ? En accepterions-nous le coût ?

Quant à la vulnérabilité des pays les moins développés face aux crises sanitaires, elle apparaît dramatique.

Le virus et l'homme

Les virus font partie de la chaîne du vivant et ce ne sont ni des anges ni des démons. Des virus transmissibles à l'homme provoquent des maladies graves. Certains passent des animaux à l'homme (Covid-19 avec la consommation d'animaux sauvages en Chine, Ébola en Afrique). La Chine devrait-elle interdire ces consommations de tradition ancestrale ? Et si en France, on interdisait celle du vin ?

Avec la déforestation, l'homme se rapproche de zones où des animaux sont porteurs de virus alors que c'était jusqu'à présent des espaces hors de portée. La dissémination des virus tire parti de l'urbanisation galopante et du développement des transports qui connectent les entités humaines du monde « le monde est un village ». Que dire du tourisme mondialisé avec des paquebots de plusieurs milliers de touristes... Pour la recherche, il faut aujourd'hui comprendre l'histoire, l'origine et les parcours des épidémies de la transmission de l'animal à l'homme.

Les épidémiologistes ont annoncé depuis plusieurs décennies la probabilité d'une pandémie majeure. De nouvelles épidémies majeures sont à prévoir. Il sera important de mieux prendre en compte les signaux faibles qui les annoncent pour réagir très vite : un rôle du réseau de surveillance de l'OMS dont les moyens devront être renforcés.

La réalité dramatique des EHPAD

Les réalités vécues par le personnel des EHPAD et leurs résidents mettent en évidence, bien au-delà du Covid-19, un drame qui ne dit pas son nom et que nous ne voulons peut-être pas regarder. Ce sont les oubliés du système de santé. Face au Covid-19, on y manque de tout en y pratiquant souvent le système D.

Le personnel est souvent sous-payé mais il redécouvre avec fierté le sens de son métier. Il y a des héros oubliés : du personnel qui s'enferme avec les résidents pour ne pas propager le virus

La réalité des EHPAD, c'est aussi la détresse humaine des résidents piégés, laissés à eux-mêmes, isolés de leurs proches, une sorte d'enfermement sans issue. Que dire des résidents frappés de maladie sénile, dont celle d'Alzheimer, qui ne comprennent pas ce qui se passe ?